



La Roche, commune - Zones S de protection des sources « Müllera », propriété de la commune de Plasselb ; approbation du plan et du règlement

vu :

La loi fédérale du 24 janvier 1991 sur la protection des eaux (LEaux), notamment l'article 20 LEaux ;

L'ordonnance fédérale du 28 octobre 1998 sur la protection des eaux (OEaux) ;

L'ordonnance fédérale du 1^{er} juillet 1998 sur la protection des eaux contre les liquides pouvant les polluer (OPEL) ;

L'ordonnance fédérale du 23 juin 1999 sur l'homologation des produits phytosanitaires (ordonnance sur les produits phytosanitaires) ;

L'ordonnance fédérale du 9 juin 1986 sur les substances dangereuses pour l'environnement (Osubst) ainsi que ses annexes 4.3 et 4.5, modifiées le 29 octobre 1998 et le 31 mars 1999.

La loi d'application du 22 mai 1974 de la loi fédérale du 8 octobre 1971 sur la protection des eaux contre la pollution ;

La loi du 9 mai 1983 sur l'aménagement du territoire et les constructions (LATeC) ;

L'accord préalable du Conseil d'Etat du 18 juin 2001 ;

Le dossier,

considérant :

I. PROCEDURE

La commune de La Roche a mis à l'enquête publique pendant 30 jours, par avis paru dans la Feuille officielle n° 35 du 1^{er} septembre 2000, le plan et le règlement des zones S (S1, S2 et S3) de protection des sources « Müllera ».

La mise à l'enquête publique n'a suscité aucune opposition.

II. CONDITIONS

- *Produits phytosanitaires en zones S2 de protection des eaux souterraines (ci-après : zone S2)*

L'utilisation des produits phytosanitaires en zone S2 est notamment régie par l'annexe 4.3 de l'Osubst. Cette annexe a été modifiée par l'ordonnance fédérale sur les produits phytosanitaires, entrée en vigueur le 1^{er} août 1999. Les chiffres 3 et 4 de l'annexe 4.3 de l'Osubst disposent, en résumé, ce qui suit :

⇒ L'Office fédéral de l'agriculture (OFAG) est chargé d'établir une liste des produits phytosanitaires dont l'utilisation est interdite en zone S2.

Ainsi la liste actuelle des produits phytosanitaires dont l'utilisation est interdite en zone S2, selon le règlement de la commune de La Roche, reste valable jusqu'à la publication de la nouvelle liste de l'OFAG qui sera d'office applicable et intégrée au règlement communal.

L'Office de la protection de l'environnement (OPEN) a examiné et préavisé favorablement le règlement et le plan des zones S de protection des sources « Müllera » en date du 30 avril 2001.

III. PUBLICATION

La présente décision d'approbation doit faire l'objet d'une publication par le conseil communal dans le Bulletin communal ou dans la Feuille officielle dans un délai de 30 jours (art. 10 RELATeC).

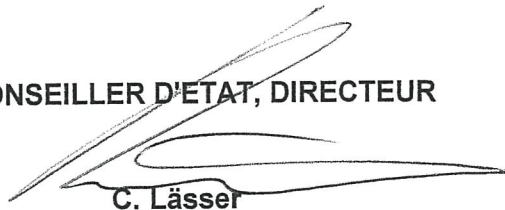
décide :

1. Le plan et le règlement des zones S de protection des sources « Müllera », adoptés par le Conseil communal de La Roche le 30 octobre 2000, sont approuvés, avec les conditions mentionnées au considérant II de la présente décision.
2. Ils entrent en vigueur dès leur approbation.
3. La présente décision peut faire l'objet d'un recours au Tribunal administratif dans un délai de 30 jours dès sa communication.
4. Communication :

à l'Office de la protection de l'environnement, avec le dossier, à charge pour lui de transmettre cette décision :

- à la commune de La Roche (décision originale, avec le dossier) ;
- à la commune de Plasselb (décision originale, avec le dossier) ;
- au laboratoire cantonal ;
- à la Préfecture de la Gruyère

LE CONSEILLER D'ETAT, DIRECTEUR



C. Lässer

Fribourg, le 19 juin 2001

COMMUNE DE

LA ROCHE

RÈGLEMENT POUR LES ZONES DE PROTECTION "S"

SCHUTZZONENREGLEMENT "S"

Sources / Quellen Müllera

Propriété de la commune de Plasselb

Eigentum: Gemeinde Plasselb

Office de la protection de l'environnement (OPEN)

Kantonales Amt für Umweltschutz (AfU)

GÉOLINA SA

Rte St-Nicolas-de-Flüe 10

FRIBOURG

RÈGLEMENT POUR LES ZONES DE PROTECTION "S"

BASE JURIDIQUE

- Loi fédérale du 24 janvier 1991 sur la protection des eaux (LEaux)
- Ordonnance sur la protection des eaux du 28 octobre 1998 (OEaux)
- Ordonnance du 1er juillet 1998 sur la protection des eaux contre les liquides pouvant les polluer (OPEL)
- Loi cantonale du 22 mai 1974 d'application de la Loi fédérale du 8 octobre 1971 sur la protection des eaux contre la pollution (LAPE)
- Arrêté cantonal du 7 décembre 1992 d'exécution de la loi fédérale sur la protection des eaux

Art. 1 CHAMP D'APPLICATION

La zone de protection des eaux souterraines " S " est subdivisée en:

- S1 (zone de captage)
- S2 (zone de protection rapprochée)
- S3 (zone de protection éloignée)

selon le plan des zones de protection des eaux souterraines.

Art. 2 PRESCRIPTIONS D'UTILISATION

Les prescriptions d'utilisation suivantes sont applicables à l'intérieur de la zone de protection.

Explication des signes :

- + autorisé
- interdit
- b Les activités et installations en cause peuvent généralement être autorisées. Toutefois, les charges et conditions fixées par les autorités de protection des eaux doivent être respectées et, dans certains cas, l'interdiction doit être prononcée.

Les services des eaux et les propriétaires de captages de sources ou d'eau souterraine sont tenus de communiquer les prescriptions d'utilisation aux propriétaires de biens-fonds situés en zone de protection et de leur notifier les éventuelles dispositions complémentaires (ex. nouvelles interdictions portant sur des produits phytosanitaires).

Ils doivent par ailleurs :

- exercer une surveillance sur l'observation des prescriptions en vigueur
- vérifier périodiquement si les installations à risques, telles que les plates-formes à fumier, les fosses à lisier, les silos à fourrage vert, les citernes d'huiles minérales, les dépôts de solvants ou les dépôts de produits phytosanitaires, sont bien entretenues afin qu'elles ne puissent polluer les eaux.

Les notes font partie intégrante des prescriptions d'utilisation.

+: autorisé -: interdit b: soumis à autorisation	S1	Zone S2	S3

A. UTILISATION AGRICOLE ET SYLVICOLE

a. Utilisation du sol

Culture herbagère	+	+	+
Pacage	b	+	+
Terres ouvertes (grandes cultures)	-	+	+
Cultures intensives telles que jardin familial, arboriculture, viticulture et culture maraîchère	-	b ²	+
Pépinières avec arbres en containers et analogues	-	-	b
Forêt	+	+	+

b. Fumure

Epandage de fumier	-	+1;2	+1;2
Epandage d'engrais de ferme liquides	-	-	+1;2
Epandage de boues d'épuration liquides, chaulées ou compostées, hygiénisées	-	-	+1;2
Epandage de compost hygiénisé	-	+1;2	+1;2
Epandage de boues d'épuration non hygiénisées	-	-	-
Epandage de compost non hygiénisé	-	-	-
Epandage d'engrais du commerce	-	+2	+2
Dans les pépinières forestières	-	-	+
Fumure par injection (au pal injecteur)	-	-	-

c. Produits pour le traitement des plantes

(produits phytosanitaires, herbicides et régulateurs de croissance)

Utilisation de produits pour le traitement des plantes	-	+2	+2
Utilisation de produits pour la protection des plantes dans la sylviculture	-	+2	+2
Traitement de bois d'oeuvre entreposé au moyen de produits phytosanitaires	-	-	+2
Autres produits	-	-	-
Utilisation de produits phytosanitaires et d'herbicides dans des pépinières forestières	-	-	+2
Préparation de bouillies de produits pour le traitement des plantes et d'autres substances chimiques auxiliaires ainsi qu'élimination des restes de bouillies et nettoyage des instruments	-	-	-

+: autorisé -: interdit b: soumis à autorisation		Zone		
		S1	S2	S3
d.	<u>Produits pour la conservation du bois</u>	-	-	+2
e.	<u>Irrigation</u>			
	Utilisation d'eaux superficielles	-	+	+
	Utilisation d'eaux usées domestiques, artisanales, industrielles	-	-	-
f.	<u>Divers</u>			
	Dépôt de fumier sur terrain naturel (durée limitée)	-	-	-
B. PLACES DE SPORT ET DE SÉJOUR				
	Places vertes et places sur terrain dur	-	+1	+1
	Places de camping	-	-	-
	Places pour caravanes et mobile-homes	-	-	-
	Application de produits chimiques pour le traitement des plantes	-	b ³	b ³
C. CONSTRUCTIONS (pour autant qu'elles ne soient pas mentionnées dans les groupes spéciaux)				
	En général	-	-	-
	Sont autorisés :			
	- Constructions ne produisant pas d'eaux usées et dans lesquelles il n'est ni produit, ni utilisé, ni transvasé, ni transporté, ni entreposé de substances pouvant polluer les eaux souterraines	-	b	+
	- Constructions produisant des eaux usées mais dans lesquelles il n'est ni produit, ni utilisé, ni transvasé, ni transporté, ni entreposé d'autre produits pouvant altérer les eaux souterraines; les produits pétroliers destinés au chauffage des propres locaux sont autorisés	-	-	+
	- Silos à fourrage vert	-	-	+
	- Injections, paroi d'étanchéité	-	-	-
	- Pilotage par battage ou forage	-	-	b ⁴

+: autorisé -: interdit b: soumis à autorisation			S1	Zone S2	S3
--	--	--	----	------------	----

D. INSTALLATIONS POUR EAUX USÉES

En général	-	-	-
Sont autorisés :			
- Conduites pour eaux usées provenant de constructions selon lettre C	-	.5	b
- Fosses à purin, conduites à purin, citernes aériennes à purin	-	-	b
- Conduite pour eaux de refroidissement, eaux de toits etc.	-	b	+
- Puits d'infiltration pour eaux de refroidissement et eaux de pompes à chaleur	-	-	-
- Puits d'infiltration pour eau de toits	-	b	+
- Puits d'infiltration pour eau de places	-	-	-
- Infiltration diffuse d'eau de surface	-	-	b

E. INSTALLATIONS SERVANT AU TRAFIC

En général	-	-	-
Sont autorisés :			
- Routes	-	.5;6;8	+6
- Routes et chemins de campagne ou forestiers	-	+7;8	+
- Voies ferrées	-	.2;5	+2
- Voies de garage	-	-	-
- Tunnels, passages sous voie, tranchées	-	-	+
- Utilisation d'herbicides	-	-	b

F. PLACES DE PARC POUR AUTOMOBILES

En général	-	-	-
Sont autorisées :			
- Places de parc et aires de stationnement sans raccordement d'eau	-	-	+
- Places non artisanales avec raccordement d'eau (places d'accès aux garages privés, etc.), garages et hangars agricoles	-	-	+

		S1	Zone S2	S3
+: autorisé	-: interdit b: soumis à autorisation			

G. INSTALLATIONS AVEC LIQUIDES POUVANT ALTÉRER LES EAUX

En général

- - -

Sont autorisés, pour autant que des mesures de protection garantissent la détection facile ou la rétention des fuites de liquide :

- Réservoirs non enterrés pour liquides de la classe 2, servant exclusivement au traitement de l'eau, et les conduites non enterrées et stations de dépotage y relatives	+	+	+
- Récipients dont le volume utile ne dépasse pas 450 l par ouvrage de protection	-	-	+
- Réservoirs non enterrés d'un volume utile ne dépassant pas 30'000 l par ouvrage de protection, et les conduites non enterrées et les stations de dépotage y relatives	-	-	+9
- Installation d'exploitation avec des liquides de la classe 1 jusqu'à 450 l et de la classe 2 jusqu'à 2'000 l	-	-	+
- Remplacement d'autres installations existantes	-10	-10	-10
- Pompes à chaleur	-	-	b
- Sondes prélevant la chaleur du sol	-	-	-
- Collecteur de chaleur du sol à faible profondeur (max. 2 m)	-	-	+

				Zone
+: autorisé	-: interdit	b: soumis à autorisation	S1	S2 S3

H. PLACES DE TRANSVASEMENT ET CONDUITES DE TRANSPORT POUR COMBUSTIBLES ET CARBURANTS LIQUIDES ET GAZEUX

En général	-	-	-
Sont autorisées :			
- Conduites de transport pour combustibles et carburants gazeux	-	-	+

J. ENTREPÔTS DE MATERIEL, DÉCHARGES, PLACES D'ÉQUARRISSAGE, CIMETIÈRES

En général	-	-	-
Sont autorisés :			
- Entrepôts de matériaux solides non solubles	-	b	+

K. EXPLOITATIONS DE MATERIAUX (GRAVIÈRES, SABLIERES, MARNIÈRES, CARRIÈRES)

En général	-	-	-
------------	---	---	---

Notes

1. Fumures

- 1.1 Dans les zones S2, seuls l'épandage de fumier et l'utilisation d'engrais minéraux sont autorisés. Le fumier sera épandu en apport ne dépassant pas 20 t par hectare et par an.
- 1.2 Le purin et le fumier doivent être répartis régulièrement. L'épandage par tuyaux doit être effectué avec le plus grand soin. On évitera l'accumulation de purin dans les dépressions du sol. Le fumier doit être éparpillé, si possible au moyen d'une épandeuse.
- 1.3 Lors de l'épandage, le sol ne doit être ni gelé, ni couvert de neige, ni gorgé d'eau. Par conséquent, les épandages pendant ou après les fortes pluies, ainsi que pendant ou immédiatement après la fonte des neiges, sont interdits.
- 1.4 Les terres en jachère, c'est-à-dire sans couverture végétale, ne doivent pas recevoir d'engrais, sauf si elles sont mises en culture ou ensemencées immédiatement après.
- 1.5 Pour les places vertes et places en dur: les restrictions relatives à la période d'application et au dosage des engrais sont aussi applicables.

2. Produits de traitement

En vertu de la législation sur la protection des eaux, chacun est tenu de s'employer à empêcher toute pollution des eaux superficielles et des eaux souterraines.

Cette législation interdit d'introduire ou de déposer directement ou indirectement dans les eaux toute matière solide, liquide ou gazeuse qui serait de nature à les polluer et elle interdit également de déposer ces matières hors des eaux ou de les laisser s'infiltrer dans le sous-sol (art. 6 de la Loi fédérale sur la protection des eaux).

C'est la raison pour laquelle les substances autorisées pour l'exploitation doivent être utilisées avec soin et avec mesure. Les limitations prescrites pour chaque produit doivent être respectées. De plus, les directives et les recommandations des offices fédéraux compétents doivent être observées.

DES CULTURES INTENSIVES peuvent être admises à certaines conditions. Pour ces questions, ainsi que pour des problèmes de fumures et de traitement des plantes, il convient de prendre contact avec les personnes compétentes des écoles d'agriculture, avec les services d'alimentation en eau et avec l'OPEN.

Le règlement devra être adapté dès que la Confédération aura fixé une nouvelle prescription assouplissant l'utilisation des produits phytosanitaires dans la zone S2. Dans l'intervalle, les stocks existants de produits peuvent être utilisés tout en respectant la liste des produits interdits de la page 10 du présent règlement. Cette liste est mise à jour lors de chaque réédition de la liste fédérale des produits phytosanitaires.

Le Service phytosanitaire cantonal (à la Station de production végétale de Grangeneuve), se tient à la disposition des agriculteurs pour les conseiller sur le choix de produits de remplacement. (Voir page 10 "Produits interdits dans les zones "S").

Au printemps 1987, les prescriptions suivantes concernant l'utilisation de produits à base d'atrazine ou de simazine ont été édictées à l'échelle fédérale:

Agriculture:

L'atrazine pouvait être utilisée jusqu'en 1987 dans la culture du maïs à raison de 5 kg au maximum de substance active par ha (application de printemps ou application fractionnée printemps/automne) pour lutter contre le chiendent rampant. En vertu des nouvelles prescriptions, ce produit ne peut plus être épandu qu'une fois par an et pas plus tard que le 30 juin, en quantité de 1,5 kg/ha au maximum par année. L'utilisation de l'atrazine dans la viticulture (2-5 kg/ha) et dans les cultures d'asperges (1-2 kg/ha), autorisée jusqu'alors, a été interdite.

Les épandages de simazine ont été réduits à 1,5-2,5 kg/ha au maximum dans l'arboriculture fruitière et la viticulture (au lieu de 5 kg/ha), à 1-2,5 kg/ha au maximum dans les cultures d'asperges (au lieu de 5 kg/ha) et 1 - 1.5 kg/ha au maximum dans les cultures de maïs (au lieu de 5 kg/ha). Ces épandages ne sont autorisés qu'au printemps et seulement jusqu'au 30 juin au plus tard.

Installations ferroviaires:

D'entente avec l'Office fédéral de la protection de l'environnement, des forêts et du paysage (OFEFP), l'Office fédéral des transports a interdit l'utilisation d'herbicides à base d'atrazine et de simazine dans les zones de protection S1, S2 et S3. Dans certaines conditions (voir directives du 19.1.1989) l'utilisation du produit Roundup est autorisée dans les zones S2 et S3. Dans la zone S1, le traitement des plantes au moyen de produits chimiques est interdit.

Autres utilisations:

Depuis l'entrée en vigueur le 1er septembre 1986 de l'Ordonnance sur les substances dangereuses pour l'environnement (Osubst, 814.013), les produits pour le traitement des plantes font en outre l'objet de diverses interdictions générales d'utilisation, par exemple dans les zones de captage des eaux souterraines, en forêt et à la lisière des forêts, sur les routes communales et au bord de celles-ci, dans les eaux de surface et sur les berges, sur les talus des routes et des voies ferrées, sur les toits, les terrasses et les emplacements servant à l'entreposage.

Quiconque a l'intention de traiter du bois entreposé en zone S3 avec des produits pour la conservation du bois, prendra toutes les mesures de construction nécessaires contre l'infiltration et la dispersion du produit.

Par ailleurs les directives et les recommandations des instances fédérales doivent être respectées.

-
3. Pour l'utilisation de produits pour le traitement des plantes, la note 2 est applicable par analogie.
Des herbicides totaux, c'est-à-dire des substances à spectre d'activité extrêmement large, ne doivent être appliqués qu'avec la plus grande parcimonie.
 4. Le nombre des pilotis doit être limité au minimum exigé par la statique.
 5. Des exceptions peuvent être accordées par les autorités compétentes en matière de protection des eaux si, pour des raisons techniques, il n'est pas possible d'éviter la zone de protection rapprochée ou si cela provoque des dépenses supplémentaires disproportionnées. Des mesures particulières de protection doivent être prises.
 6. Les directives du Département fédéral de l'intérieur concernant les mesures de protection des eaux lors de la construction de routes doivent être observées.
 7. Seul trafic autorisé: celui des bordiers pour l'économie agricole et sylvicole ainsi que celui des surveillances du réseau d'eau potable.
 8. En application de l'Ordonnance relative au transport des marchandises dangereuses par route (SDR), il convient, le cas échéant, d'interdire la circulation sur des routes existantes aux véhicules chargés de liquides pouvant altérer les eaux.
Les limitations de circulation nécessaires sur les routes et les chemins agricoles et forestiers qui traversent la zone de protection rapprochée sont promulguées en vertu de l'article 24 SDR.
 9. Condition indispensable: ces réservoirs ne doivent contenir, pour une durée de deux ans au plus, que de l'huile de chauffage ou du diesel destiné à l'alimentation en énergie de l'immeuble ou de l'exploitation du propriétaire.
 10. Un tel remplacement peut être exceptionnellement autorisé par l'autorité compétente si l'installation prévue permet, par rapport à l'état actuel, de réduire de manière importante le danger de pollution des eaux dans la zone de protection.

Produits interdits dans les zones S

Les zones S de protection des eaux souterraines sont inscrites au registre foncier pour les sources les plus importantes, p. ex. les sources d'une commune. Dans les zones S I (endroit où se trouve le captage d'une source et les alentours), aucun traitement n'est autorisé.

Dans les zones S II et S III, les produits suivants sont interdits:

Fongicides :

Matière active :

- DAZOMET (DMTT)
- FURALAXYL
- ANILAZINE + CHLOROTHALONIL

Nom commercial :

- Basamide, Dazomet
- Fongarid
- Fusatox-wp Royal

Insecticides, nématicides

Matière active :

- OXAMYL
- ALDICARBE

Nom commercial :

- Arafos, Arafos G
- Témik 10 G

Herbicides :

Matière active :

- TRICLOPYR

Nom commercial :

- Garlon 3 A

La plupart de ces produits peuvent être remplacés par d'autres qui ont une efficacité semblable. Voici la liste de produits analogues utilisables en grandes cultures et sur les prairies ou pâturages:

A la place de :

- Témik 10 G

- Garlon 3A

on peut utiliser :

Aragran 2 G, Carbofuran, Counter 2 G, Curaterr, Deltanet granulé, Diafuran, Difosol, Intrasol, Terbufos 2 G

Express

Celui qui travaille une ou l'autre parcelle en zone S devrait pour simplifier ses choix supprimer tous les produits interdits pour ces zones vitales pour notre approvisionnement en eau potable.



En 2001, la liste des produits autorisés dans les zones S sera plus restrictive.

SERVICE PHYTOSANITAIRE
STATION CANTONALE DE PRODUCTION VEGETALE
Grangeneuve - 1725 Posieux

Art. 3 UTILISATION AGRICOLE ET SYLVICOLE

Pacage: exceptionnellement, par exemple lorsque les zones de captage de sources sont très étendues et si la couverture est suffisante, le pacage peut être autorisé dans la zone de captage (S1) ou dans une partie de celle-ci.

Cultures intensives: les jardins potagers sont les surfaces les plus surfertilisées que l'on peut trouver dans notre pays: la couverture hivernale fait souvent défaut et les apports de fertilisant sont effectués à des moments inadéquats.

Leur localisation en zone S2 devrait être limitée et des restrictions être prévues.

Les vergers familiaux ne sont généralement pas surfertilisés.

Epandage de fumier: les prescriptions du point 1.1 ne sont valables que lorsque le niveau le plus élevé de la nappe souterraine se trouve à une profondeur de plus de 2 m au-dessous de la surface de sol et que les terrains et sols recouvrant cette nappe ont un bon pouvoir de filtration. De plus, un écoulement superficiel en direction du captage doit être exclu. Si ces conditions ne sont pas remplies, il convient d'étudier la quantité d'engrais qui peut être autorisée.

Irrigation: dans la zone de protection rapprochée, l'irrigation avec des eaux superficielles doit être interdite si leur qualité constitue un danger pour les eaux souterraines.

Art. 4 CONSTRUCTIONS

Conduites d'eaux usées: lors de l'essai d'étanchéité de conduites dans les différentes zones, l'adjonction d'eau autorisée par la recommandation SIA V190 de 1993 ne doit pas dépasser la valeur maximale indiquée.

Art. 5 PLACES DE STATIONNEMENT POUR AUTOMOBILES

Places non artisanales avec raccordement d'eau: sous cette dénomination, on comprend toutes les places nécessaires pour les constructions autorisées selon lettre C. Elles doivent être couvertes d'un revêtement étanche et entourées d'une bordure.

Art. 6 CONSTRUCTIONS ET INSTALLATIONS EXISTANTES

Sont valables pour les constructions et les installations existantes:

6.1 Garantie de l'état existant

L'état existant des exploitations situées en zone de protection sera également garanti à l'avenir, pour autant qu'il n'y ait pas infraction à la législation sur la protection des eaux. Les mesures de construction ou d'exploitation nécessaires au maintien de l'état existant seront autorisées et les conditions à remplir seront formulées dans le permis de construire requis et dans l'autorisation en matière de protection des eaux, dont ce dernier sera éventuellement assorti.

6.2 Installations pour les eaux usées

(fosses, installations d'épuration domestiques, conduites)

- Afin d'éviter les pertes d'eaux usées, on procédera à des essais d'étanchéité des installations. En cas de besoin, celles-ci seront rendues étanches ou remplacées aux frais du propriétaire.
- En zone S2, les installations seront mises hors service sans être remplacées si cette mesure est dictée par la protection de captages d'eau souterraine.
- L'examen des installations se fera dans un délai de deux ans à compter de la mise en vigueur du règlement concernant les zones de protection. L'adaptation, le remplacement ou la mise hors service d'installations se fera dans un délai de sept ans à compter de cette mise en vigueur. En cas d'urgence, ces mesures seront prises immédiatement.

6.3 Installations servant au trafic

- La présence d'une nappe d'eau souterraine devra être signalée à chaque extrémité des tronçons de route traversant les zones S.
- Les collecteurs d'eaux de ruissellement devront être contrôlés comme prescrit à l'art. 6.2.

6.4 Installation de citernes (cf. également note 10)

- Zone S3: En vertu de l'art. 9 de l'Ordonnance du 1^{er} juillet 1998 sur la protection des eaux contre les liquides pouvant les polluer, les anciennes installations construites dans des caves situées à l'intérieur des immeubles ou attenantes à ces derniers doivent être adaptées aux prescriptions en vigueur de manière à ce qu'elles correspondent ou presque au degré de sécurité des nouvelles installations pour tout ce qui touche aux pertes de liquides, et ceci aux frais du propriétaire de l'installation. Dès que les installations enterrées doivent être remplacées, elles ne peuvent l'être que par des installations nouvelles dans une cave située dans un immeuble ou attenante à celui-ci.

- Zone S2: Les anciennes installations doivent être adaptées. Elles ne peuvent cependant ni être agrandies, ni remplacées par des installations nouvelles. Si elles présentent un danger immédiat pour le captage d'eau souterraine, elles doivent être mises hors service.

L'adaptation se fera à l'occasion de la première révision de citerne qui suivra la mise en vigueur du règlement sur les zones de protection. En cas d'urgence, les mesures nécessaires seront prises immédiatement.

Art. 7 DISPOSITION PÉNALE

Celui qui contreviendra au présent règlement ou aux dispositions prises en application de celui-ci sera puni d'amende ou d'emprisonnement, à moins que l'infraction ne constitue un état de fait prévu par les art. 70-73 de la Loi fédérale sur la protection des eaux ou par le Code pénal suisse.

Art. 8 ENTRÉE EN VIGUEUR

Le présent règlement et le plan des zones "S" de protection des eaux souterraines entrent en vigueur dès leur approbation par la Direction des travaux publics.

APPENDICE

1. Base de travail

"Directives pour la détermination des secteurs de protection des eaux, des zones et des périmètres de protection des eaux souterraines" de l'Office fédéral pour la protection de l'environnement d'octobre 1977, révisées en 1982.

2. Précision juridique

Les points de vue légaux qui doivent être observés lors de l'établissement d'un tel catalogue sont les suivants:

- Les prescriptions constituent des interdictions légales (restrictions à l'utilisation) avec réserves graduées d'autorisations. Si les conditions pour l'octroi d'une autorisation sont remplies, il existe un droit légal à l'utilisation correspondante. Certaines réserves ont le caractère d'une exception et ne constituent, en conséquence, aucun droit légal de principe. Dans le catalogue qui précède, cette différence ressort de l'utilisation des termes "autorisé" et "Exception, exceptionnellement".
- Les prescriptions, tout comme le plan de zone de protection, entrent en force de droit et ne peuvent être modifiées que par la même voie.

SCHUTZZONENREGLEMENT "S"

RECHTSGRUNDLAGEN

- Bundesgesetz vom 24. Januar 1991 über den Schutz der Gewässer (GSchG).
- Allgemeine Gewässerschutzverordnung des Bundesrates vom 28. Oktober 1998 (GSchV).
- Verordnung des Bundesrates vom 1. Juli 1998 über den Schutz der Gewässer vor wassergefährdenden Flüssigkeiten (VWF).
- Kantonales Ausführungsgesetz vom 22. Mai 1974 zum Bundesgesetz vom 8. Oktober 1971 über den Schutz der Gewässer gegen Verunreinigung.
- Kantonales Ausführungsbeschluss vom 7. Dezember 1992 zum Bundesgesetz über den Schutz der Gewässer.

Art. 1 GELTUNGSBEREICH

Die Grundwasserschutzzone S wird unterteilt in die Zonen:

- S1 (Fassungsbereich)
- S2 (engere Schutzzone)
- S3 (weitere Schutzzone)

gemäss Schutzzonenplan.

Art. 2 NUTZUNGSVORSCHRIFTEN

Innerhalb der Schutzzone gelten die nachfolgenden Nutzungsvorschriften.

Zeichenerklärung: + zugelassen

- verboten

- b die betreffenden Tätigkeiten und Anlagen können im allgemeinen zugelassen werden. In jedem Fall müssen die Auflagen und Bedingungen der Gewässerschutzbehörden eingehalten werden; in gewissen Fällen müssen Verbote erlassen werden.

Die Wasserversorgungen und die Besitzer der Quell- und Grundwasserfassungen sind verpflichtet, den von den Schutzzonen betroffenen Grundbesitzern die Nutzungsbeschränkungen mitzuteilen und diesen allfällige Ergänzungen bekanntzumachen (z.B. neue Anwendungsverbote von Pflanzenschutzmitteln).

Ausserdem sind sie verpflichtet:

- die Einhaltung der gültigen Vorschriften zu überwachen
- den Zustand risikoreicher Installationen wie Miststöcke, Jauchegruben, Grünfuttersilos, Mineralöltankanlagen, Lösungsmittel- und Pflanzenschutzmittellager regelmässig zu überprüfen, so dass diese kein Wasser verschmutzen können.

Die Anmerkungen sind Bestandteil der Nutzungsvorschriften.

+: zugelassen -: verboten b: bewilligungspflichtig			S1	Zone S2	S3
--	--	--	----	------------	----

A. LAND- UND FORSTWIRTSCHAFTLICHE NUTZUNG

a. Bodennutzung

Graswirtschaft	+	+	+
Weidegang	b	+	+
Ackerbau	-	+	+
Intensivkulturen wie Garten-, Obst-, Wein- und Gemüseulturen	-	b ²	+
Container-Pflanzschulen und ähnliches	-	-	b
Wald	+	+	+

b. Düngung

Ausbringen von Hofmist	-	+1;2	+1;2
Ausbringen von flüssigem Hofdünger	-	-	+1;2
Ausbringen von flüssigem Klärschlamm, gekalkt oder kompostiert, hygienisiert	-	-	+1;2
Ausbringen von hygienisiertem Kompost	-	+1;2	+1;2
Ausbringen von nicht hygienisiertem Klärschlamm	-	-	-
Ausbringen von nicht hygienisiertem Kompost	-	-	-
Anwenden von Handelsdünger	-	+2	+2
In forstlichen Pflanzgärten	-	-	+
Lanzendüngung	-	-	-

c. Pflanzenbehandlungsmittel (Pflanzenschutzmittel, Herbizide und Wachstumsregulatoren)

Anwendung von Pflanzenbehandlungsmitteln	-	+2	+2
Anwendung von Pflanzenschutzmitteln in der Forst- wirtschaft	-	+2	+2
Behandlung von gelagertem Nutzholz mit Pflanzenschutz- mitteln	-	-	+2
Andere Produkte	-	-	-
Anwendung von Pflanzenschutzmitteln und Herbiziden in forstlichen Pflanzgärten	-	-	+2
Zubereiten der Brühen von Pflanzenbehandlungsmitteln und anderen chemischen Hilfsstoffen, sowie Beseitigung von Brühresten und Reinigung von Geräten	-	-	-

+: zugelassen -: verboten b: bewilligungspflichtig		S1	Zone S2	S3
d.	<u>Holzschutzmittel</u>	-	-	+2
e.	<u>Bewässerung</u>			
	Anwendung von Oberflächenwasser	-	+	+
	Anwendung von häuslichem, gewerblichem und industriellem Abwasser	-	-	-
f.	<u>Übriges</u>			
	Befristete Lagerung von Mist auf Naturboden	-	-	-
B. SPORT- UND AUFENTHALTSANLAGEN				
	Grün- und Hartplätze	-	+1	+1
	Zeltplätze	-	-	-
	Plätze für Wohnwagen und Mobilheime	-	-	-
	Anwendung von chemischen Pflanzenbehandlungsmitteln	-	b ³	b ³
C. HOCH- UND TIEFBAUTEN (soweit nicht in Spezialgruppe erwähnt)				
	Generell	-	-	-
	Zugelassen sind:			
	- Hochbauten ohne Schmutzwasseranfall, in denen grundwassergefährdende Stoffe weder erzeugt, verwendet, umgeschlagen, befördert noch gelagert werden	-	b	+
	- Hochbauten mit Schmutzwasseranfall, in denen jedoch andere grundwassergefährdende Stoffe weder erzeugt, verwendet, umgeschlagen, befördert noch gelagert werden; Mineralölprodukte für eigene Heizzwecke sind zugelassen	-	-	+
	- Rauhfuttersilos	-	-	+
	- Injektionen, Dichtungswände	-	-	-
	- Ramm- und Bohrpfählung	-	-	b ⁴

+: zugelassen -: verboten b: bewilligungspflichtig			S1	Zone S2	S3
--	--	--	----	------------	----

D. ABWASSERANLAGEN

Generell	-	-	-
Zugelassen sind:			
- Leitungen für Schmutzwasser aus Hochbauten gemäss Buchstabe C	-	5	b
- Jauchegruben, Jaucheleitungen, Überflurjauchebehälter	-	-	b
- Leitungen für Kühlwasser, Dachwasser usw.	-	b	+
- Sickerschächte für Kühlwasser, Wasser aus Wärmepumpen	-	-	-
- Sickerschächte für Dachwasser	-	b	+
- Sickerschächte für Platzwasser	-	-	-
- Diffuses Versickern von Platzwasser	-	-	b

E. VERKEHRSANLAGEN

Generell	-	-	-
Zugelassen sind:			
- Strassen	-	5;6;8	+6
- Land- und forstwirtschaftliche Strassen und Wege	-	+7;8	+
- Bahnlinien	-	2;5	+2
- Abstellgeleise	-	-	-
- Tunnels, Unterführungen, Einschnitte	-	-	+
- Anwendung von Herbiziden	-	-	b

F. AUTOABSTELLPLÄTZE

Generell	-	-	-
Zugelassen sind:			
- Park- und Autoabstellplätze ohne Wasseranschluss	-	-	+
- Nicht gewerbliche Plätze mit Wasseranschluss (private Garagevorplätze usw.), landwirtschaftliche Schuppen und Garagen	-	-	+

			Zone		
+: zugelassen	-: verboten	b: bewilligungspflichtig	S1	S2	S3

G. ANLAGEN MIT WASSERGEFÄHRDENDEN FLÜSSIGKEITEN

Generell

- - -

Zugelassen sind, falls Schutzmassnahmen gewährleisten, dass Flüssigkeitsverluste leicht erkannt und auslaufende Flüssigkeiten zurückgehalten werden:

- | | | | |
|---|-----|-----|-----|
| - Freistehende Lagerbehälter mit Flüssigkeiten der Klasse 2, die ausschliesslich der Wasseraufbereitung dienen, sowie die dazugehörigen freistehenden Rohrleitungen und Abfüllstellen | + | + | + |
| - Gebinde mit einem Nutzvolumen bis 450 l je Schutzbauwerk | - | - | + |
| - Überflurbehälter mit einem Nutzvolumen bis 30'000 l je Schutzbauwerk, sowie die dazugehörigen freistehenden Rohrleitungen und Abfüllstellen | - | - | +9 |
| - Betriebsanlagen mit Flüssigkeiten der Klasse 1 bis 450 l und der Klasse 2 bis 2'000 l | - | - | + |
| - Ersatz von bestehenden anderen Anlagen | -10 | -10 | -10 |
| - Wärmepumpen | - | - | b |
| - Sonden die dem Boden Wärme entziehen | - | - | - |
| - Untiefe (max. 2 m.) Erdkollektoren die dem Boden Wärme entziehen | - | - | + |

+: zugelassen -: verboten b: bewilligungspflichtig		S1	Zone S2	S3
H. UMSCHLAGPLÄTZE UND ROHRLEITUNGEN FÜR FLÜSSIGE UND GASFÖRMIGE BRENN- UND TREIBSTOFFE				
Generell		-	-	-
Zugelassen sind:				
- Rohrleitungen für Brenn- und Treibstoffe		-	-	+
J. MATERIALLAGER, DEPONIEREN, WASENPLÄTZE, FRIEDHÖFE				
Generell		-	-	-
Zugelassen sind:				
- Materialzwischenlager von festen, unlöslichen Stoffen		-	b	+
K. MATERIALENTNAHMEN (KIES-, SAND- und LEHMGRUBEN, STEINBRÜCHE)				
Generell		-	-	-

ANMERKUNGEN

1. Düngung

- 1.1 In den Zonen S2 ist nur das Ausbringen von Hofmist und die Anwendung von mineralischen Düngungsmitteln bewilligt. Es darf maximal 20 t Mist pro ha und Jahr ausgebracht werden.
- 1.2 Die Jauche und der Mist müssen regelmässig verteilt werden. Verschlauchungen müssen mit grösster Vorsicht ausgeführt werden. Ansammlungen von Jauche in Geländevertiefungen sind zu vermeiden. Der Mist muss gut zerstreut werden, falls möglich mit einem Mistzetter.
- 1.3 Während des Ausbringens darf der Boden weder gefroren, schneebedeckt noch wassergesättigt sein. Das Ausbringen ist deshalb bei oder unmittelbar nach starken Regenfällen sowie während oder kurz nach der Schneeschmelze untersagt.
- 1.4 Brachliegende Äcker, d.h. Äcker ohne Gründecke dürfen nicht gedüngt werden oder nur dann, wenn der Acker unmittelbar danach bepflanzt oder angesät wird.
- 1.5 Für Grün- und Hartplätze: die Beschränkungen betreffend die Anwendungsperioden und die Dosierung von Düngemitteln sind ebenfalls gültig.

2. Pflanzenschutzmittel

Die Gewässerschutzgesetzgebung verpflichtet jedermann, alle nach den Umständen erforderliche Sorgfalt anzuwenden, um die Verunreinigung der ober- und unterirdischen Gewässer zu vermeiden.

Sie untersagt, dass feste, flüssige oder gasförmige Stoffe jeder Art, die geeignet sind das Wasser zu verunreinigen, mittelbar oder unmittelbar in die Gewässer eingebracht oder abgelagert werden. Sie verbieten ebenfalls das Ablagern dieser Stoffe ausserhalb der Gewässer oder deren Versickernlassen in den Untergrund (Art. 6 des eidg. Gewässerschutzgesetzes).

Deshalb sind die zugelassenen Mittel und Stoffe bei der Bewirtschaftung sorgfältig und massvoll anzuwenden. Die vorgeschriebenen Einschränkungen für jedes Produkt müssen eingehalten werden. Zudem müssen die Direktiven und Vorschläge der zuständigen Bundesämter beachtet werden.

INTENSIVKULTUREN können unter gewissen Bedingungen zugelassen werden. Für solche ebenso wie für Dünge- und Pflanzenschutzmittelfragen muss mit den zuständigen Personen der landwirtschaftlichen Schulen, der Wasserversorgung und des AfU Kontakt aufgenommen werden.

Sobald der Bund neue Vorschriften betreffend dem Einsatz von Pflanzenschutzmitteln in der Zone S2 erlässt, muss das Reglement dementsprechend angepasst werden. Bis zum Inkrafttreten dieser Vorschriften dürfen die bestehenden Pflanzenschutzmittellager mit Rücksicht auf des Pflanzenschutzmittelverzeichnis der Seite 10 aufgebracht werden.

Diese Liste wird mit jeder Neuerscheinung des Eidgenössischen Pflanzenschutzmittelverzeichnisses nachgeführt. Die Ergänzungen werden den Landwirten durch "die landwirtschaftliche Presse (AGRI-Journal) und das Amtsblatt" mitgeteilt. Das Kantonale Amt für Pflanzenschutzmittel (bei der Station für Pflanzenproduktion in Grangeneuve) ist jederzeit bereit, Landwirte bei der Wahl von Ersatzmitteln zu beraten.

(Pflanzenschutzmittelverzeichnis, siehe Seite 10; die Liste wird durch das FAW laufend ergänzt).

Im Frühjahr 1987 wurden auf Bundesebene die folgenden Weisungen über den Gebrauch von Produkten auf der Basis von Atrazin oder Simazin erlassen:

Landwirtschaft:

Atrazin konnte bisher im Maisanbau zur Queckenbekämpfung verwendet werden, mit maximal 5 kg Aktivsubstanz pro ha (Frühjahr- oder fraktionierte Frühjahrs- und Herbstanwendung). Aufgrund der neuen Vorschriften kann dieses Produkt nur noch einmal jährlich und vor dem 30. Juni ausgebracht werden, in Mengen von höchstens 1.5 kg/ha. Der Gebrauch von Atrazin im Weinbau (bisher 2 - 5 kg/ha) und in Spargelkulturen (1 - 2 kg/ha) wurde verboten.

Das Ausbringen von Simazin wurde auf maximal 1.5 bis 2.5 kg/ha im Obst- und Weinbau (bisher 5 kg/ha), auf maximal 1 - 2.5 kg/ha in Spargelkulturen (bisher 5 kg/ha) und auf maximal 1 - 1.5 kg/ha im Maisanbau (bisher 5 kg/ha) beschränkt. Das Ausbringen ist nur im Frühjahr bis spätestens 30. Juni erlaubt.

Bahnlinien:

Im Einvernehmen mit dem Bundesamt für Umwelt, Wald und Landschaft (BUWAL) hat das Bundesamt für Verkehr die Anwendung von Herbiziden auf der Basis von Atrazin und Simazin in den Schutzzonen S1, S2 und S3 verboten. In gewissen Fällen (siehe Richtlinien vom 19.01.1989) ist der Gebrauch von Roundup in den Zonen S2 und S3 zulässig. In der Zone S1 ist die Pflanzenbehandlung mit chemischen Mitteln verboten.

Andere Anwendungen:

Seit Inkrafttreten der Verordnung über umweltgefährdende Stoffe am 1. September 1986 (StoV 814.013) gelten überdies verschiedene allgemeine Anwendungsverbote für Produkte zur Pflanzenbehandlung, so z.B. im Fassungsbereich von Grundwasser, im Wald, am Waldrand, auf und an Gemeindestrassen in und an Oberflächengewässern auf Böschungen von Strassen und Geleisen, auf Dächern, Terrassen und Lagerplätzen.

Wer Holz, das in der Zone S3 gelagert ist, mit Holzschutzmitteln behandeln will, muss bauliche Massnahmen gegen das Versickern und Abschwemmen treffen.

Daneben müssen die Richtlinien und Empfehlungen der eidgenössischen Fachinstanzen befolgt werden.

-
3. Für den Gebrauch von Pflanzenbehandlungsmitteln gilt sinngemäss Anmerkung 2.
Totalherbizide, d.h. Substanzen mit einem extrem breiten Wirkungsspektrum sind nur mit grösster Zurückhaltung anzuwenden.
 4. Die Anzahl Pfähle muss auf das statisch erforderliche Minimum begrenzt werden.
 5. Ausnahmen können durch die für den Gewässerschutz zuständige Behörde bewilligt werden, falls es aus technischen Gründen unmöglich ist, die engere Schutzzone zu umgehen oder falls dies unverhältnismässige Mehrkosten verursachen würde. Besondere Schutzmassnahmen müssen getroffen werden.
 6. Die Richtlinien des Eidgenössischen Departements des Innern über die Gewässerschutzmassnahmen beim Strassenbau müssen beachtet werden.
 7. Einzig erlaubter Durchgangsverkehr: jener der Anlieger zur Land- und Forstwirtschaft und der Wasserversorgung.
 8. Bei bestehenden Strassen sind allenfalls Fahrverbote für Fahrzeuge mit wassergefährdenden Flüssigkeiten gemäss der Verordnung über die Beförderung gefährlicher Güter auf der Strasse (SDR) auszusprechen.
Die notwendigen Verkehrsbeschränkungen auf landwirtschaftlichen Flurwegen und Forststrassen, welche durch die engere Schutzzone führen, werden aufgrund von Artikel 24 SDR erlassen.
 9. Zwingende Bedingung: Die Lagerbehälter dürfen nur Heiz- oder Dieselöl zur Energieversorgung des Gebäudes oder Betriebes des Inhabers für höchstens 2 Jahre enthalten.
 10. Ein Ersatz kann ausnahmsweise durch die zuständige Behörde bewilligt werden, falls die projektierte Anlage es erlaubt, die Gefahr von Gewässerverunreinigungen in der Grundwasserschutzzone gegenüber dem bisherigen Zustand entscheidend zu verringern.

Anwendungsverbote für Pflanzenschutzmittel in der Schutzzone S

Die Schutzzonen S von Quell- und Grundwasserfassungen sind für grosse Fassungen im Grundbuch eingetragen, z.B. Wasserfassungen einer Gemeinde.

In den Schutzzonen S I (Bereich der Wasserfassung) ist jegliche Anwendung von Pflanzenschutzmittel untersagt.

Das bedeutet für die Praxis, dass in Zukunft auf den Parzellen der Zonen S I Wiesen angelegt werden müssen.

In der Schutzzone S II und S III sind folgende Produkte verboten:

Fungizide

Wirkstoff :

- DAZOMET (DMTT)
- FURALAXYL
- ANILAZINE + CHLOROTHALONIL

Handelsname :

- Basamide, Dazomet
- Fongarid
- Fusatox-wp Royal

Insektizide, Nematizide

Wirkstoff :

- OXAMYL
- ALDICARBE

Handelsname :

- Arafos, Arafos G
- Témik 10 G

Herbizide

Wirkstoff :

- TRICLOPYR

Handelsname :

- Garlon 3 A

Die meisten dieser Produkte können auch durch andere Produkte mit gleicher Wirkung ersetzt werden. Nachstehend sind diese Analogprodukte für den Ackerbau und in Wiesen und Alpwiesen aufgezählt.

Verbotenes Produkt	Ersatzprodukt
- Temik 10 G	<i>Aragran 2 G, Carbofuran(mehrere), Counter 2 G, Curaterr, Deltanet-Granulat, Diafuran, Difosol, Intrasol, Terbufos 2 G</i>
- Garlon 3A	<i>Express</i>

Landwirte, die Parzellen in den Schutzzonen bewirtschaften, müssen im Interesse der Wasserqualität auf alle verbotenen Produkte verzichten.



Im Jahre 2001 wird eine restriktivere Liste der verbotenen Produkte in den Schutzzonen S erstellt werden.

PFLANZENSCHUTZDIENST
KANTONALE PFLANZENBAUSTATION
Grangeneuve - 1725 Posieux

Art. 3 LAND- UND FORSTWIRTSCHAFTLICHE NUTZUNG

Weidegang: Falls die Fassungsbereiche beispielsweise sehr grossflächig sind oder falls eine ausreichende Deckschicht vorliegt, kann der Weidegang im Fassungsbereich oder einem Teil desselben ausnahmsweise zugelassen werden.

Intensive Kulturen: Die Gemüsegärten sind die am stärksten überdüngten Flächen in unserem Land, denn sie sind im Winter meistens nicht begrünt und die Düngemittel werden in ungünstigen Perioden eingebracht. Ihre Zulassung sollte in der Zone S2 begrenzt werden. Es sollten ebenfalls Einschränkungen vorgesehen werden. Die privaten Obstgärten sind im allgemeinen nicht überdüngt.

Ausbringen von Hofmist: Die Vorschriften von Anmerkung 1.1 sind nur dann gültig, wenn der höchste Grundwasserstand 2 m oder mehr unter Terrain liegt und die den Grundwasserspiegel überdeckenden Gesteins- und Bodenschichten eine gute Filterwirkung aufweisen. Ausserdem muss ein oberflächliches Abfließen zur Fassung hin ausgeschlossen sein. Falls diese Bedingungen nicht erfüllt sind, muss im Einzelfall die maximal zulässige Düngemenge durch Grangeneuve ermittelt werden.

Bewässerung: In der engeren Schutzzone ist die Bewässerung mittels Oberflächenwasser zu untersagen, falls die Wasserqualität eine Gefahr für das Grundwasser darstellt.

Art. 4 HOCH- UND TIEFBAUTEN

Abwasserleitungen: Während der Überprüfung der Dichtigkeit der Leitungen in den verschiedenen Zonen darf die durch die SIA Empfehlung V190 von 1993 zugelassene Wasserzugabe die angegebene Höchstmenge nicht überschreiten.

Art. 5 AUTOABSTELLPLÄTZE

Nicht gewerbliche Plätze mit Wasseranschluss: Unter diese Bezeichnung fallen alle notwendigen Plätze von bewilligten Hochbauten nach Buchstabe C. Sie müssen mit einem dichten Belag und Randbordüren versehen sein.

Art. 6 BESTEHENDE BAUTEN UND ANLAGEN

Für bestehende Bauten und Anlagen gilt:

6.1 Besitzesstandgarantie

Der heutige Besitzesstand für die in der Schutzzone gelegenen Betriebe wird auch künftig gewährleistet, soweit nicht die Gewässerschutzgesetze verletzt werden.

Die zur Erhaltung des Besitzes nötigen baulichen und betrieblichen Massnahmen werden zugelassen, die einzuhaltenden Bedingungen in den nötigen Bau- und den allfälligen Gewässerschutzbewilligungen formuliert, wobei letztere eventuell angepasst werden müssen.

6.2 Abwasseranlagen

(Gruben, Hauskläranlagen, Leitungen)

- Zur Verhinderung des Austritts von Abwasser sind die Anlagen auf ihre Dichtigkeit zu prüfen. Sie sind wenn nötig auf Kosten des Eigentümers abzudichten oder zu ersetzen.
- In der Zone S2 sind die Anlagen ohne Ersatz aufzuheben, wenn es zum Schutz der Grund- oder Quellwasserfassung notwendig ist.
- Die Prüfung der Anlagen hat innert zwei Jahren, die Anpassung, der Ersatz oder die Aufhebung von Anlagen spätestens innert sieben Jahren nach Inkrafttreten des Schutzzonenreglements zu erfolgen. Bei Dringlichkeit sind die Massnahmen unverzüglich durchzuführen.

6.3 Installationen für den Verkehr

- Die Präsenz von Grundwasser sollte bei jeder Strasseneinfahrt in die Zone S mittels dem entsprechenden Strassensignal gekennzeichnet werden.
- Die Strassenentwässerungen sollten gemäss der Beschreibung in Art. 6.2 kontrolliert werden.

6.4 Tankanlagen

(vgl. Anmerkung 10)

- Zone S3: Altanlagen in Gebäude- und Anbaukellern sind gemäss Art. 9 der Verordnung zum Schutz der Gewässer gegen Verunreinigung durch wassergefährdende Flüssigkeiten vom 1. Juli 1998 auf Kosten der Eigentümer derart an die geltenden Vorschriften anzupassen, dass sie diesen entsprechen oder annähernd den gleichen Sicherheitsgrad vor Flüssigkeitsverlusten erreichen wie die Neuanlage.

Müssen erdverlegte Altanlagen ersetzt werden, darf dies nur durch Neuanlagen in Gebäude- oder Anbaukellern geschehen.

-
- Zone S2: Altanlagen sind anzupassen. Sie dürfen jedoch nicht erweitert oder durch Neuanlagen ersetzt werden. Stellen sie für die Fassung eine unmittelbare Gefährdung dar, sind sie ausser Betrieb zu nehmen.

Die Anpassung hat anlässlich der nächsten Tankrevision nach Inkrafttreten des Schutzzonenreglements zu erfolgen. Bei Dringlichkeit sind die Massnahmen unverzüglich durchzuführen.

Art. 7 STRAFBESTIMMUNG

Widerhandlungen gegen das Schutzzonenreglement und gegen die darauf erlassenen Verfügungen werden mit Busse oder Haft bestraft, sofern die Widerhandlung nicht einen Tatbestand von Art. 70- 73 des eidg. Gewässerschutzgesetzes oder des Schweizerischen Strafgesetzbuches betrifft.

Art. 8 INKRAFTTRETEN

Das vorliegende Reglement und der Schutzzonenplan treten zusammen mit der Genehmigung der Baudirektion in Kraft.

ANHANG

1. Arbeitsgrundlage

Richtlinien zur Ausscheidung von Gewässerschutzbereichen, Grundwasserschutzzonen und Grundwasserschutzzonen des Bundesamtes für Umweltschutz vom Oktober 1977, revidiert 1982.

2. Rechtslage

Die gesetzlichen Gesichtspunkte, welche beim Erstellen eines derartigen Katalogs befolgt werden müssen, sind die folgenden:

- Die Vorschriften stellen gesetzliche Verbote (Nutzungsbeschränkungen) mit abgestuften Bewilligungsvorbehalten dar. Falls die Bedingungen für die Erteilung einer Bewilligung erfüllt sind, besteht ein gesetzliches Recht zur entsprechenden Nutzung. Einige Vorbehalte haben den Charakter von Ausnahmen, und stellen daher keine grundsätzlichen Rechte dar. Im Nutzungsbeschränkungs-Katalog wird dieser Unterschied durch die Verwendung der Begriffe "zugelassen" und "Ausnahme, ausnahmsweise" hervorgehoben.
- Die Vorschriften, ebenso wie der Schutzzonenplan, sind rechtskräftig und können nur auf dem Rechtsweg abgeändert werden.

COMMUNE DE LA ROCHE

RÈGLEMENT POUR LES ZONES DE PROTECTION "S" DES SOURCES MÜLLERA

Propriété de la Commune de Plasselb

Mise à l'enquête publique du 01.09.2000 au 30.09.2000

Adopté par le Conseil Communal

Plasselb, le 11. September 2000

Le Secrétaire :

Anton Boemy



Le Syndic :

René Bapst

Adopté par le Conseil Communal

La Roche, le 30. octobre 2000

Le Secrétaire :

S. B. H.



Le Syndic :

S. B. H.

Approuvé par la Direction des travaux publics

Fribourg, le 19 JUIN 2001

Le Conseiller d'Etat, Directeur :

COMMUNE DE LA ROCHE

PLAN DES ZONES DE PROTECTION "S" SCHUTZZONENPLAN "S"

Sources / Quellen "Müllera"

Propriété de la commune de Plasselb
Eigentum der Gemeinde Plasselb

Mise à l'enquête du 01.09.2000 au 30.09.2000

Genehmigt durch den Gemeinderat

Plasselb, den: 11. September 2000

Der Gemeindeschreiber:

Anton Raemy

Der Ammann:

René Bapst

Adopté par le Conseil communal

La Roche, le: 30. octobre 2000

Le Secrétaire:

Le Syndic:

Approuvé par la Direction des travaux publics

Fribourg, le: 19 JUIN 2001

Le Conseiller d'Etat, Directeur:

Situation

Dossier N° 98-107

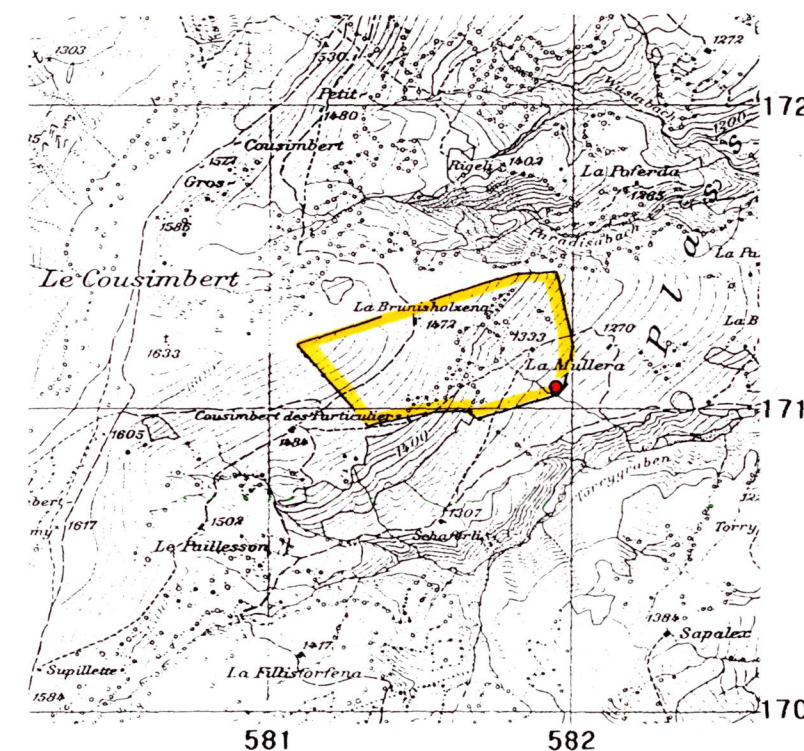
Date Dessiné Contrôlé

Juillet 1999 FD

Format : 84 x 30

Échelle : 1:4'000

SITUATION 1:25'000

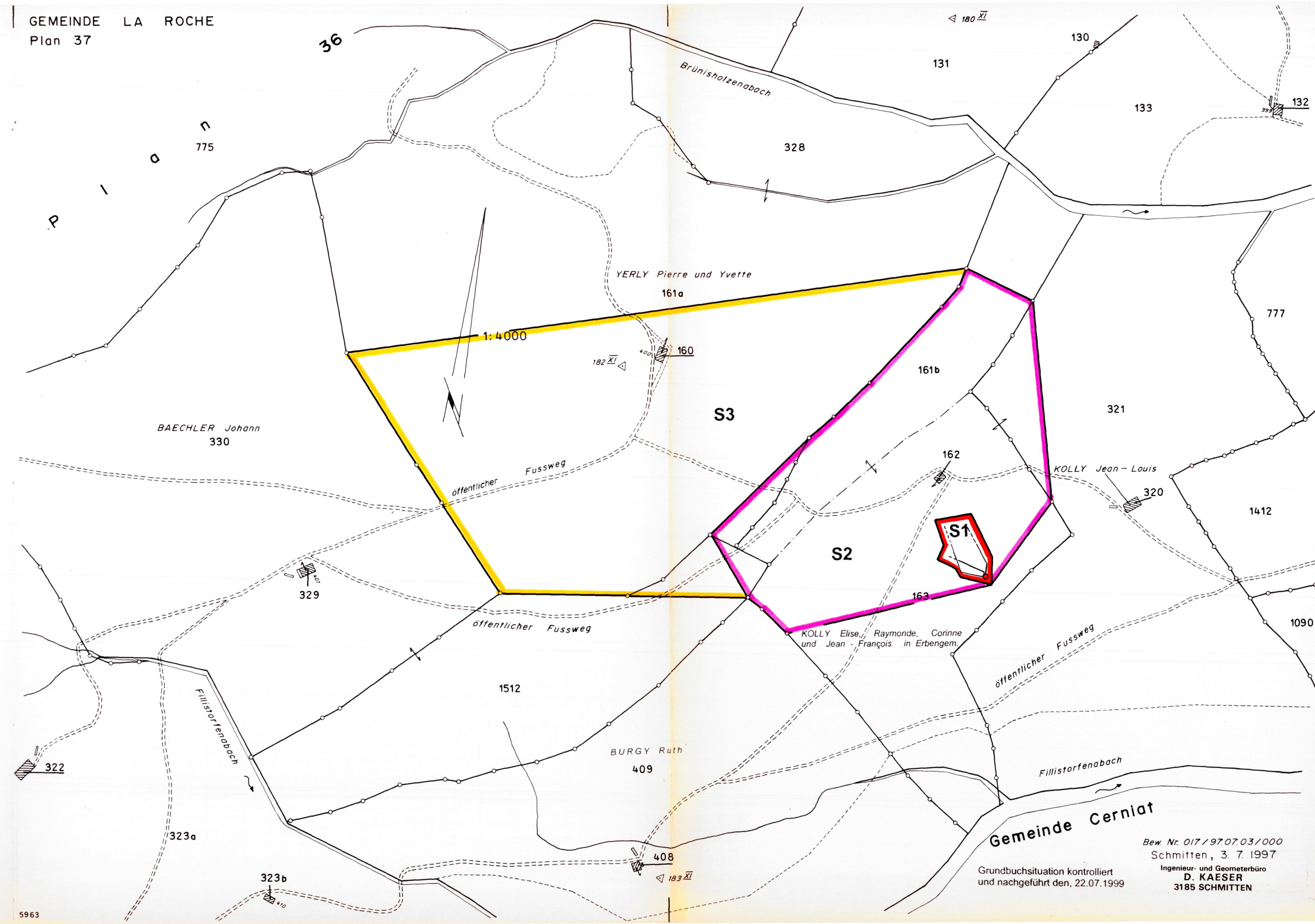


LEGENDE

- Fassungsrohr (voll / gelocht) / Drain (plein / filtrant)
- S1** Fassungsbereich / Zone de captage
- S2** Engere Schutzzone / Zone de protection rapprochée
- S3** Weitere Schutzzone / Zone de protection éloignée

Commune Gemeinde	Parcelle N° Parzelle Nr	Propriétaire Eigentümer	S1	S2	S3
La Roche	160	YERLY Pierre und Yvette	--	--	x
	161a	"	--	x	x
	161b	KOLLY Elise, Raymonde, Corinne, und Jean - François	--	x	--
	162	"	--	x	--
	163	"	x	x	--
	321	"	--	x	--
	1512	BAECHLER Johann	--	x	x

GEMEINDE LA ROCHE
Plan 37



Gemeinde Cerniat

Grundbuchsituation kontrolliert
und nachgeführt den, 22.07.1999

Bew. Nr. 017/97.07.03/000
Schmittgen, 3. 7. 1997
Ingenieur- und Geometerbüro
D. KAESER
3185 SCHMITTEN